

Nous ne jalousons pas la grandeur de l'Allemagne et ce programme ne contient aucune disposition qui y porte atteinte. Nous ne lui contestons pas ses oeuvres ou le succès de sa science et de ses entreprises pacifiques qui rendent ses états de service très brillants et très enviabiles. Nous ne désirons pas faire tort à l'Allemagne ou contrarier en aucune façon sa puissance ou son influence légitime. Nous ne désirons pas la combattre, soit avec les armes, soit avec des accords hostiles de commerce, si elle est disposée à s'associer avec nous et les autres nations pacifiques de l'univers en concluant le pacte de la justice, du droit et du traitement équitable. Nous désirons seulement qu'elle accepte une place égale aux autres parmi les peuples du monde, le nouveau monde dans lequel nous vivons maintenant, au lieu de la place du maître."

Ce discours, ce programme, ces déclarations du président des États-Unis ont produit une impression profonde, et avec raison. Cet exposé des buts de guerre de la nation américaine, qui sont en somme et dans les grandes lignes ceux de tous les Alliés, est digne d'approbation. Quelques-uns de ces projets peuvent prêter à la discussion, quelques-uns seront peut-être difficilement applicables. Mais dans l'ensemble nous estimons qu'ils se recommandent à la favorable considération de tous ceux qui ont le souci de la justice et du droit.

Parmi les points délicats du programme wilsonien, il en est un dont la solution pourrait modifier considérablement l'assiette économique de plusieurs pays, en particulier des États-Unis et du Canada. C'est celui qui concerne la suppression des restrictions douanières et des limitations commerciales. Faut-il interpréter cet article comme la préface d'une politique de libre-échange universel ? Dans cette hypothèse, les pays protectionnistes, comme la république américaine et la confédération canadienne, seraient forcés de faire subir une évolution profonde à leur politique financière.

Nous remarquons dans le discours présidentiel, que nous